

LES ENJEUX DE LA SÉCURITÉ GLOBALE

L'étude de la violence urbaine tourne à la complaisance.

De la limite des "tables rondes"

Par XAVIER RAUFER *criminologue*

La violence explose à l'école ? Dégainons une "table ronde". Laquelle – la manœuvre est bien rodée – débouchera bientôt sur un "plan". Dans deux ans, l'opinion publique exaspérée constatera que ce (onzième ?) plan a échoué comme les dix précédents – et une "conférence nationale" s'ensuivra. Et ainsi de suite.

Or, non seulement ces "serial colloques" sont inutiles – on sait de longue date, et dans les moindres détails, ce qu'il faut faire pour réprimer la violence dans les quartiers, à l'école et dans les réseaux de transport – mais, parfois, ces conciliabules sont à la limite du nocif, en cela qu'ils renforcent la fameuse "culture de l'excuse", idéologie même qui, en justifiant dans une certaine mesure la violence, contribue objectivement à la propager...

De cela, un exemple concret concernant une ville dite "de droite", Marseille, où se prépare, pour mai prochain, un "atelier professionnel" : "trafic de drogue et intervention sociale dans les quartiers populaires".

Comme le problème est ô combien réel, pourquoi

pas ? Mais voilà ce qu'on lit dans les textes préparatoires à cette réunion : « Dans les quartiers, les économies du trafic de cannabis sont pour une part des économies de la débrouille et de la pauvreté ; d'autant que les gains financiers n'excluent pas les bénéfices sociaux. » Et encore : « Dans un contexte social dégradé, ces trafics constituent des formes d'accès aux ressources. » La grande question ? « Lorsque des trafics de drogue sont installés dans les quartiers, ils induisent des formes d'appropriation du territoire.

Les habitants, les intervenants sociaux sont amenés à cohabiter et à réguler le partage du temps et des espaces. Comment travailler dans un contexte où la présence dans l'espace même doit parfois être négociée ? Comment et jusqu'où négocier le partage du temps et de l'espace ? »

Décodons : réprimer le trafic de stupéfiants dans les cités ? Pas question : une bonne part de la population en vit. Organisons plutôt une cohabitation sympa avec les gangsters et les dealers, grâce à d'aimables négociations. Vous avez bien lu.

MARC CHAMUEL

Voici la trame d'un colloque organisé par l'une des trois grandes mairies françaises. Voilà la perspective qu'ouvre le travail social local, en matière de "trafic de drogue dans les quartiers populaires".

Or, ce qui préside à l'élaboration de ce chef-d'œuvre de la "culture de l'excuse" est matériellement faux, à commencer par l'idée qu'il faut encore, avant de bouger le petit doigt, à toute force et sans relâche, fouiller, déconstruire, radiographier la situation dans les quartiers, jusqu'à tout savoir dans le plus infime détail. Ce principe maniaque de la précaution absolue, les scientifiques sérieux l'ont de longue date balayé grâce à la boutade suivante : « Le meilleur moyen d'étudier un arbre n'est pas de le réduire en sciure. »

Ensuite et surtout : dans les villes, là où la criminalité baisse, c'est qu'un travail de microchirurgie policière, précédé d'une collecte pointue du renseignement, a permis de neutraliser des bandes constituées. À New York, par exemple, cette stratégie a fait s'effondrer le nombre d'homicides de plus de 70 % sur vingt ans.

En revanche, là où règne la culture de l'excuse, la criminalité monte et monte encore. Mais cependant, c'est cette culture de l'excuse que privilégie, dans cet "atelier professionnel", la mairie de Marseille. Qu'en pense – si même il en est informé – son maire, monsieur Gaudin, dignitaire de l'UMP, parti de droite paraît-il ? Il serait intéressant de le savoir.

www.xavier-raufer.com



Réprimer le trafic de drogue dans les cités ? Pas question ! Organisons plutôt une "cohabitation sympa".



PATRICK JAFRAIE